



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 129 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

Prévisions révisées résultant de l'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fournit un état des incidences budgétaires de l'entrée en vigueur, le 23 décembre 2010, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Dans sa résolution 61/177, l'Assemblée générale a adopté et ouvert ladite Convention à la signature, à la ratification et à l'adhésion. Le présent rapport fait suite à un précédent rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa première session et à ses première et deuxième sessions extraordinaires de 2006 (A/61/530), document dans lequel le Secrétariat présentait les prévisions révisées résultant de l'adoption de la Convention par le Conseil dans sa résolution 1/1. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 39 de la Convention, celle-ci entrera en vigueur le 23 décembre 2010, après le dépôt du vingtième instrument de ratification. Au paragraphe 23.39 du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 23)], le Secrétaire général informait l'Assemblée générale que, si la Convention entrait en vigueur au cours de l'exercice biennal 2010-2011, le Comité des disparitions forcées serait mis en place conformément à l'article 26 de la Convention et les États Membres seraient informés des incidences budgétaires correspondantes, conformément aux procédures établies.

Le montant brut des dépenses découlant de l'entrée en vigueur de la Convention est estimé à 868 400 dollars. Il est proposé de financer le montant net de 836 500 dollars, auquel s'ajoute un montant de 31 900 dollars au titre des contributions du personnel, que compenserait l'inscription d'un montant équivalent au titre des recettes provenant des contributions du personnel, au moyen du fonds de réserve de l'exercice biennal 2010-2011. Par ailleurs, à supposer que les dépenses additionnelles proposées soient approuvées pour l'exercice 2010-2011, les dépenses



supplémentaires à prévoir pour l'exercice biennal 2012-2013, d'un montant estimatif net de 7 537 900 dollars, auquel s'ajoute un montant de 387 700 dollars à inscrire au chapitre 36 (Contributions du personnel) et qui sera compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel), seraient examinées dans le cadre du projet de budget-programme de l'exercice 2012-2013.

I. Introduction

1. Le présent rapport a pour objet d'informer l'Assemblée générale des prévisions budgétaires résultant de l'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il fait suite à un précédent rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa première session et à ses première et deuxième sessions extraordinaires de 2006 (A/61/530), document dans lequel le Secrétariat présentait les incidences budgétaires résultant de l'adoption de la Convention par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 1/1.

2. Au paragraphe 23.39 du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 23)], le Secrétaire général informait l'Assemblée générale que, si la Convention entrerait en vigueur au cours de l'exercice biennal 2010-2011, le Comité des disparitions forcées serait mis en place conformément à l'article 26 de la Convention et les États Membres seraient informés des incidences budgétaires correspondantes, conformément aux procédures établies.

3. La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées a été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/177 et ouverte à la signature le 6 février 2007. Le 23 novembre 2010, le vingtième instrument d'adhésion a été déposé auprès du Secrétaire général.

4. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 39 de la Convention, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, à savoir le 23 décembre 2010.

5. Aux termes des dispositions du paragraphe 1 de l'article 26 de la Convention, il est institué un Comité des disparitions forcées chargé de la mise en œuvre des dispositions de la Convention. Le Comité sera composé de 10 experts de haute moralité, possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, indépendants, siégeant à titre personnel et agissant en toute impartialité. Comme stipulé au paragraphe 2 de l'article 26, les membres du Comité seront élus par les États parties à la Convention.

6. Aux termes de la Convention, le Comité a pour mandat d'examiner : a) les rapports que soumettent les États parties sur les mesures qu'ils ont prises pour donner effet à leurs obligations au titre de la Convention (art. 29); b) des demandes d'action en urgence (art. 30); c) des communications présentées par des personnes ou pour le compte de personnes relevant de la juridiction d'un État partie (optionnel, art. 31); et d) des plaintes interétatiques (optionnel, art. 32); et d'effectuer une mission dans un État partie si le Comité est informé, par des renseignements crédibles, qu'un État partie porte gravement atteinte aux dispositions de la Convention (art. 33).

7. Comme stipulé au paragraphe 3 de l'article 26 de la Convention, la première élection des membres du Comité aura lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il est donc prévu que la première réunion des États Membres se tienne durant le premier semestre de 2011.

8. Le Comité issu des élections devrait tenir sa première session durant le deuxième semestre de 2011. Ses deuxième et troisième sessions devraient se tenir en 2012, suivies des quatrième et cinquième sessions en 2013.

9. Aux termes des dispositions du paragraphe 7 de l'article 26 de la Convention, le Secrétaire général met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

10. On relèvera, à titre de référence, que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a traité 629 nouveaux cas de disparitions forcées concernant 28 États de novembre 2006 à novembre 2007, 1 203 nouveaux cas concernant 27 États de décembre 2007 à décembre 2008 et 456 nouveaux cas concernant 25 États de décembre 2008 à novembre 2009. Les prévisions relatives au Comité des disparitions forcées tiennent donc compte du fait que, dans un délai d'environ un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, les procédures prévues aux articles 30 et 31 auront donné lieu à une charge de travail très élevée.

11. Aux termes des dispositions de l'article 29 de la Convention, tout État partie présente un rapport au Comité dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention. Selon les prévisions, 20 rapports auront été soumis au cours de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

12. D'autre part, au cours de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, des communications émanant de particuliers, telles que prévues à l'article 31 de la Convention, et des renseignements crédibles, tels que visés à l'article 33, devraient commencer à parvenir au Comité, qui pourrait être amené à prendre des mesures à sa troisième session.

13. Il est également à prévoir que, durant le deuxième semestre de 2012, le Comité effectue une mission en application des dispositions de l'article 33 de la Convention. Par ailleurs, dans la mesure où, aux termes des dispositions du paragraphe 4 de l'article 26 de la Convention, « le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans », il y a lieu de prévoir, pour 2013, une autre réunion d'une journée des États parties.

II. Ressources à prévoir au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et au projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

A. Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)

14. Il est prévu que les États parties tiennent deux réunions d'une journée chacune, l'une en 2011 et l'autre en 2013. Au cours des exercices biennaux 2010-2011 et 2012-2013, les modalités de tenue des réunions du Comité des disparitions forcées devraient être les suivantes : a) le Comité tiendrait sa première session en 2011, pendant une semaine, pour examiner les questions d'organisation et adopter son règlement intérieur; b) la deuxième session du Comité, qui se tiendrait pendant une semaine en 2012, serait probablement consacrée aux questions de procédure et à

l'adoption du rapport annuel du Comité destiné à l'Assemblée générale; c) lors de la troisième session, prévue pour le deuxième semestre de 2012, le Comité pourrait entamer l'examen de cinq rapports, qui exigerait un temps de réunion relativement long, estimé à 10 journées de travail; et d) les quatrième et cinquième sessions du Comité, d'une durée de 10 journées chacune, se tiendraient en 2013.

15. Des services d'interprétation seraient assurés dans les six langues officielles de l'Organisation pour toutes les réunions du Comité et les réunions des États parties mentionnées au paragraphe 14 ci-dessus. Toute la documentation à distribuer avant, pendant et après les réunions serait traduite et publiée dans les six langues officielles. Les comptes rendus analytiques des séances du Comité seraient publiés uniquement en anglais et en français. En ce qui concerne les services de conférence, on trouvera au tableau 1 ci-après un résumé des estimations relatives à la charge de travail liée à la documentation et au service des séances du Comité.

Tableau 1
**Service de conférence : résumé des estimations relatives à la charge de travail
 liée à la documentation et au service des séances**

<i>Service des séances et documentation à établir dans les six langues officielles^a</i>	<i>Réunion des États parties (Genève, 1 journée en 2011)</i>	<i>Première session du Comité (Genève 5 journées en 2011)</i>	<i>Deuxième session du Comité (Genève, 5 journées en 2012)</i>	<i>Troisième session du Comité (Genève, 10 journées en 2012)</i>	<i>Voyage des Interprètes (2012)</i>	<i>Quatrième et cinquième sessions du Comité (Genève, 10 journées chacune en 2013)</i>	<i>Frais de voyage Interprètes (2013)</i>	<i>Réunion des États parties (Genève, 1 journée en 2013)</i>
Documentation d'avant session								
A, Ar, C, E, F, R	100 pages 3 documents	50 pages 2 documents	60 pages 14 documents	550 pages 14 documents		550 pages (chacune) 14 documents (chacune)		
Service des séances								
Interprétation (A, C)	1 journée	5 journées	5 journées	10 journées		10 journées (chacune)		1 journée
Documentation de session								
A, Ar, C, E, F, R		20 pages 1 document		30 pages 16 documents		30 pages (chacune) 16 documents (chacune)		
Comptes rendus analytiques	A, Ar, C, E, F, R	A & F	A & F	A & F		A & F (chacune)		A, Ar, C, E, F, R
Documentation d'après session								
A, Ar, C, E, F, R	10 pages 1 document	40 pages 1 document	50 pages 2 documents	400 pages 13 documents		400 pages (chacune) 13 documents (chacune)		
Voyages des interprètes					2 semaines		2 semaines	

^a Les comptes rendus analytiques des séances du Comité seront établis uniquement en anglais et en français.

16. Conformément aux dispositions de l'article 33 de la Convention, le Comité envisagera sans doute d'effectuer des missions dans deux États parties en 2012 et 2013. Chaque mission, qui durerait au minimum deux semaines, serait effectuée par trois membres du Comité accompagnés de quatre autres personnes (membres du personnel et interprètes), à l'instar des missions qu'effectuent d'autres comités s'occupant des droits de l'homme.

17. Compte tenu des montants approuvés du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et du fait qu'il est prévu de financer un montant total de 4 812 500 dollars au moyen des crédits ouverts au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) pour les services de conférence assurés par la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, durant l'exercice 2010-2011, dans le cadre des activités prescrites par le Conseil des droits de l'homme et d'autres organes qui s'occupent des droits de l'homme (voir à l'annexe II du document A/65/333/Rev.1, Add.1 et Add.1/Corr.1 les dépenses qu'il est proposé de financer au moyen des crédits déjà ouverts), le Secrétariat, qui a examiné les dépenses au titre de la gestion des conférences à Genève, n'a pas pu trouver d'autres sources de financement des dépenses supplémentaires qu'occasionneront les activités du nouveau Comité et des États parties. Il est donc proposé qu'un montant supplémentaire de 529 400 dollars destiné à financer l'emploi de personnel temporaire pour les réunions soit inscrit au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) en 2011, en vue d'assurer les services de conférence nécessaires aux États parties à la Convention et au Comité durant l'année qui sera consacrée à la mise en place de ce dernier.

18. En ce qui concerne les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2012-2013, la charge de travail du Comité étant appelée à poursuivre sa progression en 2012 pour atteindre son régime de croisière en 2013, des ressources supplémentaires seraient demandées pour faire face à la hausse des dépenses occasionnées par la documentation et le service des réunions du Comité. Dans le cadre du projet de budget-programme de l'exercice 2012-2013, il serait proposé un ensemble de ressources susceptible de garantir la souplesse nécessaire à la gestion des ressources et à la conservation des compétences internes. Le montant total des ressources nécessaires au titre de l'exercice biennal 2012-2013, qui est estimé à 5 592 100 dollars, devrait permettre de financer un ensemble de postes, de postes de personnel temporaire pour les réunions et de services de traduction contractuelle.

19. Aucune modification du programme de travail du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), tel qu'approuvé par l'Assemblée générale au titre de l'exercice biennal 2010-2012, n'est nécessaire.

B. Chapitre 23 (Droits de l'homme)

a) Organes directeurs

Comité des disparitions forcées

20. Comme indiqué au paragraphe 5 ci-dessus, le paragraphe 1 de l'article 26 de la Convention dispose qu'il est institué un Comité des disparitions forcées chargé de la mise en œuvre des dispositions de la Convention. La création du Comité devrait

entraîner des dépenses d'un montant de 102 500 dollars destinées à financer les voyages et les indemnités journalières de subsistance de ses 10 membres, à l'occasion de leur participation à la première session de cet organe durant le deuxième semestre de 2011.

21. Pour l'exercice biennal 2012-2013, l'intégralité du crédit de 680 300 dollars devrait être répartie comme suit : a) frais de voyage et indemnités journalières de subsistance liés à la participation à quatre sessions du Comité à Genève (507 500 dollars); b) frais de voyage et indemnités journalières de subsistance liés aux missions qu'effectuent les membres du Comité sur le terrain (100 800 dollars); et c) frais de voyage du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme qui accompagne les membres du Comité lors des missions sur le terrain (72 000 dollars).

b) Programme de travail

Sous-programme 2

Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme

22. Les services de secrétariat minimums à prévoir pour assurer un appui fonctionnel au Comité durant un exercice biennal consisteraient en un poste P-4, un poste P-3 et un poste d'agent des services généraux (Autres classes). Il faudra un personnel supplémentaire pour fournir un appui fonctionnel au Comité dans le cadre de la procédure d'intervention d'urgence et des procédures relatives aux communications individuelles, décrites à l'alinéa c) ci-après. Dans la mesure où le Comité ne devrait pas tenir sa première session avant le premier semestre de 2012, il est proposé de créer les postes nécessaires dans le cadre d'une démarche progressive, telle que décrite ci-après :

a) Il est proposé de créer, à compter du 1^{er} janvier 2011 – suivant l'entrée en vigueur de la Convention :

i) Un poste de secrétaire du Comité et secrétaire de la réunion des États parties (P-4). Le titulaire de ce poste aurait pour fonctions d'assister le Comité et la réunion des États parties dans toutes les activités ayant trait à leurs attributions, notamment pour ce qui est d'établir la documentation (notamment le projet de règlement intérieur et le rapport annuel), d'assurer le service des séances, de réaliser des études juridiques et de produire des documents de référence ayant trait au mandat du Comité, de mener la recherche et de faciliter l'adoption de mesures visant à rationaliser le fonctionnement des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme;

ii) Un poste d'agent des services généraux (Autres classes), pour fournir des services de secrétariat. Le titulaire du poste assumerait les fonctions suivantes : rédiger la correspondance usuelle, assurer la compilation, la présentation et la distribution des documents, créer et gérer le système de classement et les archives du Comité, accomplir des travaux de dactylographie et assurer des services généraux d'appui, collaborer à l'organisation des réunions et aider à organiser les voyages des membres du Comité.

23. Le montant estimatif des ressources nécessaires au financement de ces deux postes s'élève à 179 100 dollars pour 2011 et à 599 300 dollars pour l'exercice biennal 2012-2013.

b) Il est proposé de créer, à compter du 1^{er} janvier 2012 – une année après l'entrée en vigueur de la Convention :

24. Un poste à la classe P-3, dont le titulaire assisterait le Comité aux fins de l'examen des rapports soumis par les États en vertu des dispositions de l'article 29 de la Convention. Si l'on s'en tient à l'expérience des autres organes de suivi des traités, 18 jours de travail devront être consacrés à l'examen de chaque rapport. Vingt rapports devraient être soumis dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Les crédits nécessaires seront examinés dans le cadre de l'élaboration du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

c) À compter du 1^{er} juillet 2012 : personnel supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire pour l'apport d'un appui fonctionnel au Comité.

25. Il est prévu de faire appel à un personnel supplémentaire pour fournir un appui fonctionnel au Comité dans la réalisation de ses interventions ayant trait à l'action en urgence (art. 30), aux communications émanant de particuliers (art. 31) et aux demandes de renseignements (art. 33). À l'exception de l'action en urgence, les procédures susmentionnées ne devraient donner lieu à des interventions qu'à partir du deuxième semestre de 2012, puisque les recours internes devront avoir été épuisés dans les États parties (art. 31) et que la présentation des communications prendra un certain temps. Au cours de ces dernières années, des procédures de communications individuelles ont été instituées dans le cadre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, sans les ressources nécessaires à la création des postes voulus pour le fonctionnement de ces procédures. L'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées donne lieu à la création d'une troisième procédure de communications relevant de la responsabilité du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Pour assurer un appui optimal au Comité, il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires au titre de cette nouvelle procédure.

26. L'appui complémentaire du Secrétariat requis au titre des procédures qui devraient débiter durant le deuxième semestre de 2012 exigerait la création des postes suivants :

a) Un poste d'administrateur de la classe P-4, dont le titulaire exercerait les fonctions suivantes : aider le Comité à entretenir les contacts avec les requérants et les États parties concernés; rédiger les décisions et les opinions ayant trait à la procédure des communications individuelles; préparer les analyses juridiques et la documentation de référence ayant trait aux procédures visées aux articles 31 et 33; organiser les visites visées à l'article 33 et rédiger les observations et les recommandations formulées par le Comité à l'issue de ces visites;

b) Un poste d'agent des services généraux (Autres classes), dont le titulaire fournirait un appui en matière de secrétariat en ce qui concerne les communications individuelles (art. 31) et les demandes de renseignements (art. 33). Ce dernier assumerait notamment les fonctions suivantes : rédiger la correspondance usuelle; assurer la compilation, la présentation et la distribution des documents; créer et gérer le système de classement et les archives du Comité; accomplir des travaux de dactylographie et assurer des services généraux d'appui; et aider à organiser les

voyages des membres du Comité en rapport avec les visites visées à l'article 33 de la Convention.

27. Les ressources nécessaires mentionnées aux paragraphes 24 à 26 ci-dessus seront examinées dans le cadre de l'élaboration du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

28. Le montant total des crédits demandés au chapitre 23 (Droits de l'homme), visés aux paragraphes 20 à 23 ci-dessus, s'établit, pour 2011, à 281 600 dollars (voir tableau 2). Pour l'exercice biennal 2012-2013, le montant des crédits demandés s'élève à 1 730 100 dollars, y compris l'effet report de la création des deux postes [1 P-4 et 1 agent des services généraux (Autres classes)] proposée pour 2011 pour un coût de 420 000 dollars.

Tableau 2

Chapitre 23 (Droits de l'homme) : ressources supplémentaires à prévoir pour 2011

(En dollars des États-Unis)

a) Organes directeurs

Comité des disparitions forcées

Frais de voyage des 10 membres à l'occasion des sessions du Comité se tenant à Genève 102 500

Total partiel a) 102 500

b) Programme de travail

Sous-programme 2

(Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme)

Postes supplémentaires demandés

1 spécialiste des droits de l'homme (P-4) 107 400

1 agent des services généraux (Autres classes) 71 700

Total partiel b) 179 100

Total (chapitre 23) 281 600

29. Les modifications suivantes devraient être apportées au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 23)].

Paragraphe 23.72

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : après le sous-alinéa xxiii), insérer ce qui suit :

« xxiv) Réunion des États parties à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées :

a. Services fonctionnels pour les réunions (1);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports du Secrétaire général aux États parties (3);

xxv) Comité des disparitions forcées :

- a. Services fonctionnels pour les réunions (3);
- b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports du Comité (3) ».

C. Chapitre 28E [Administration (Genève)]

30. Les propositions relatives au chapitre 28E [Administration (Genève)] ont été établies à partir des prévisions relatives à la charge de travail pour l'année 2011 et pour l'exercice biennal 2012-2013 en consultation avec la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les dépenses supplémentaires d'un montant de 25 000 dollars que devrait entraîner, en 2011, la création du Comité des disparitions forcées, au chapitre 28E [Administration (Genève)], se répartissent comme suit : a) appui aux services de conférence (4 500 dollars); b) dépenses communes d'appui relatives, notamment, à la création de deux postes [1 P-4 et 1 agent des services généraux (Autres classes)] : i) dépenses non renouvelables (mobilier et matériel de bureau) (12 600 dollars); et ii) dépenses renouvelables (courrier, fournitures, télécommunications, équipements collectifs, nettoyage de bureaux) (8 400 dollars).

31. Pour l'exercice biennal 2012-2013, le montant total des ressources nécessaires s'élève à 215 700 dollars et devrait être examiné dans le cadre du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

D. Chapitre 36 (Contributions du personnel) Chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)

32. Les dépenses supplémentaires d'un montant de 31 900 dollars, qui sont à prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011, correspondent à deux postes [1 P-4 et 1 agent des services généraux (Autres classes)] qu'il est proposé de créer à compter de 2011 au chapitre 23 (Droits de l'homme). Ce montant sera compensé par l'inscription d'une somme équivalente au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

33. Pour l'exercice biennal 2012-2013, des dépenses d'un montant total de 387 700 dollars (y compris l'effet report de la création des deux postes (1 P-4 et 1 agent des services généraux (Autres classes) proposée pour 2011), qui sera compensé par un montant équivalent au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel), seront examinées en même temps que le projet de budget-programme dudit exercice.

III. Récapitulatif des ressources supplémentaires nécessaires

34. Les dépenses additionnelles résultant de l'entrée en vigueur, le 23 décembre 2010, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes

contre les disparitions forcées sont résumées au tableau 3. Aucun crédit n'avait été prévu pour 2011 dans le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011. L'ouverture des crédits nécessaires en 2012 sera examinée dans le cadre de la préparation du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

Tableau 3

Récapitulatif des ressources supplémentaires nécessaires

(En dollars des États-Unis)

	2011	2012-2013
	<i>Dépenses additionnelles</i>	<i>Montant total des dépenses</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	529 400	5 592 100
Chapitre 23 (Droits de l'homme)	281 600	1 730 100
Chapitre 28E [Administration (Genève)]	25 500	215 700
Chapitre 36 (Contributions du personnel)	31 900	387 700
Chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)	(31 900)	(387 700)
Total	836 500	7 537 900

IV. Conclusions et décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre

35. L'entrée en vigueur, le 23 décembre 2010, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées entraînera des dépenses supplémentaires d'un montant net de 836 500 dollars pour l'exercice biennal 2010-2011, auquel s'ajoute un montant de 31 900 dollars au titre du chapitre 36 (Contributions du personnel), qui sera compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

36. Le Secrétaire général s'est efforcé de déterminer les domaines à partir desquels des ressources pourraient être réaffectées pour couvrir le montant net de 836 500 dollars des dépenses additionnelles qui découleront de l'entrée en vigueur de la Convention. Si tout a été fait pour dégager les fonds nécessaires, soit 529 400 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 281 600 dollars au chapitre 23 (Droits de l'homme), 25 500 dollars au chapitre 28E [Administration (Genève)] et 31 900 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel), ce dernier montant devant être compensé par l'inscription d'une somme identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel), il s'avère impossible, à ce stade, de trouver d'autres domaines pouvant se prêter à des transferts de ressources.

37. Il convient de rappeler que, conformément à la procédure arrêtée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal aux fins du financement des

dépenses additionnelles résultant de décisions prises par les organes délibérants et qui ne sont pas inscrites dans le budget-programme. Si les dépenses additionnelles proposées dépassent le montant du fonds de réserve, les activités envisagées ne peuvent être exécutées que moyennant le transfert de ressources affectées à des domaines de moindre priorité ou la modification d'activités en cours. Faute de quoi les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice ultérieur.

38. Pour l'exercice biennal 2012-2013, et à supposer que les dépenses additionnelles prévues en 2010-2011 soient approuvées, on estime à 7 537 900 dollars le montant total nécessaire, soit 5 592 100 dollars au titre du chapitre 2, 1 730 100 dollars au titre du chapitre 23 et 215 700 dollars au titre du chapitre 28E, étant entendu qu'une dépense de 387 700 dollars à inscrire au chapitre 36 serait compensée par l'inscription d'une recette de même montant au chapitre 1 des recettes. Ces dépenses, y compris l'effet report de la création de deux postes [1 P-4 et 1 agent des services généraux (Autres classes)], proposée pour 2011 au chapitre 23 (Droits de l'homme), devraient être examinées dans le cadre de l'élaboration du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

39. Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée générale est invitée à approuver les propositions du Secrétaire général, qui consistent à imputer sur le fonds de réserve de l'exercice biennal 2010-2011 un montant de 836 500 dollars représentant des dépenses additionnelles au titre des chapitres 2, 23 et 28E du budget-programme, ainsi qu'un montant de 31 900 dollars au titre du chapitre 36, qui serait compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes. La répartition des dépenses par chapitre serait la suivante :

- a) 529 400 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences);
- b) 281 600 dollars au titre du chapitre 23 (Droits de l'homme);
- c) 25 500 dollars au titre du chapitre 28E [Administration (Genève)];
- d) 31 900 dollars au titre du chapitre 36 (Contributions du personnel), montant compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

L'Assemblée générale est également invitée à approuver la création d'un poste P-4 et d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) au chapitre 23 (Droits de l'homme).